

Les citoyens pris par la frénésie des achats

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4050 - Mardi 20 décembre 2016 - Prix : 10 DA

Béjaïa

Des élèves manifestent contre la réduction de la durée des vacances

Page 3

Visite du ministre des Transports au port d'Alger

Talai insiste sur le renforcement du contrôle

Page 2

Le pourquoi d'une excitation tardive

Par Mohamed Habili

Contrairement à bien des pays, dont le nôtre, qui voient dans la fin de la bataille d'Alep une victoire sur le terrorisme, sans aller pour autant jusqu'à adresser des félicitations publiques aux autorités syriennes, des pays comme la France et les Etats-Unis donnent quant à eux le sentiment de vivre la perte par la rébellion de la partie est de la ville comme leur défaite propre. Le forçant qu'ils exercent pour le moment au niveau du Conseil de sécurité pour imposer l'envoi d'observateurs onusiens dans une ville, bien partie pourtant pour retrouver son calme, vise entre autres à amoindrir la victoire du camp dirigé par la Russie et du même coup la défaite de leur camp, qui lui militait en tout premier lieu depuis le début de la crise syrienne pour la chute du régime syrien. Si des observateurs tracassiers en diable sont sur place qui veillent à ce que les choses se passent suivant leurs desiderata à eux, ce serait en effet un peu comme si c'était eux qui avaient remporté la bataille d'Alep et non pas les Russes, les Iraniens, le Hezbollah, et l'armée syrienne. Dans ce cas de figure, la ville n'aurait été nettoyée des rebelles, dont une bonne part des terroristes reconnus comme tels y compris par les Etats-Unis, la France, en plus de la Grande-Bretagne - qui a pour le moment d'autres chats à fouetter -, que pour être occupée aussitôt par des observateurs aux ordres de Washington et de Paris, qui alors se comporteraient comme en terrain conquis. **Suite en page 3**

Quatre adeptes d'«El Ahmadiya» arrêtés hier à Relizane

Guerre déclarée contre l'invasion des sectes



Les services de sécurité continuent leur chasse aux adeptes de la secte El Ahmadiya. Celle-ci semble trouver un terrain à exploiter en Algérie face, probablement, à plusieurs facteurs dont l'ignorance, l'éloignement des valeurs et du référent religieux algérien. **Page 3**

Malades assurés sociaux

Réduction de 50% des tarifs du transport vers l'étranger

Page 4

Journées cinématographiques de Hassi Messaoud

Dix films arabes, présélectionnés aux oscars 2017, au programme

Page 13

Visite du ministre des Transports au port d'Alger

Talai insiste sur le renforcement du contrôle

■ Deux inaugurations importantes, à savoir le nouveau parc de visite des conteneurs et celui roulant pour remorques, la mise en exploitation des deux nouveaux scanners pour renforcer le contrôle des conteneurs et un circuit du nouveau plan de circulation du grand môle, ont été, hier, au menu de la visite du ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjamaa Talai, au port d'Alger.

Par Louiza Ait Ramdane

Poursuivant son programme pour la modernisation des ports, le ministre des Transports et des Travaux publics a effectué, hier, une visite au port d'Alger pour des inaugurations de nouvelles infrastructures et acquisition de nouveaux matériels et équipements. Ces nouvelles activités et acquisitions (guichet électronique unique, scanners mobiles,...) ont pour objectif d'offrir des baisses de tarification d'exportation, la réduction de l'attente et ainsi le coût pour le citoyen, explique le ministre lors d'un point de presse organisé en marge de sa visite au port d'Alger. Concernant les chiffres des pertes dues au non traitement rapide des conteneurs, Talai estime que ces dernières sont importantes pour le conteneur et pour le consommateur, car explique-t-il, le port facture l'entrepasage. «Plus vous réduisez le temps d'attente des conteneurs, plus vous améliorez le coût pour le conteneur et pour le consommateur», explique Talai, rappelant aussi que le guichet unique a permis, depuis sa mise en place, d'améliorer la fluidité des marchandises. Raison pour laquelle, il souhaite l'étendre rapidement à tous les ports du pays.

Le premier point visité par le ministre est le secteur intégré de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), un regroupement en un seul point de tous les services de l'EPAL chargés du traitement des conteneurs depuis le déchargement jusqu'à la facturation et la livraison. Ce service est totalement informatisé, il permet la position des conteneurs en temps réel. Le ministre a ensuite



Ph/E. Soraya/J. A.

inauguré un nouveau parc de visite des conteneurs réalisé aux normes requises.

S'étendant sur 15 000 m² et d'une capacité de traitement de 250 CTS/jours, il est relié au réseau informatique de l'EPAL. Autre acquisition pour le port d'Alger, un circuit du nouveau plan de circulation du grand môle. Permettant d'isoler les zones d'activités et interdisant la circulation des véhicules dans les périmètres d'exploitation des navires, ce plan de circulation

garantira non seulement la fluidité de la circulation dans le port, mais déparera également les voies de circulation des camions et des véhicules légers. Le ministre a également assisté à la mise en exploitation de deux nouveaux scanners acquis par l'EPAL et grue portuaire de 145T. Il s'agit de scanners mobiles montés sur camions Mercedes, fonctionnant en modes fixe et mobile. Capacité en mode fixe : 25 camions/H et en mode mobile 80 camions/H. Ces deux scan-

ners sont venus renforcer le grand scanner, ce qui permet de tripler la capacité de traitement des conteneurs. La grue automotrice de 145T est venue renforcer le parc à grue composé de neuf unités pour le ramener à 10 grues au total.

Sur place, Boudjamaa Talai a instruit sur une optimisation et meilleure utilisation des scanners et d'éviter les fouilles inutiles, d'autant que ces deux moyens sont sophistiqués et efficaces. «C'est une perte de temps

et d'argent», a-t-il lancé. A la fin de sa visite, le ministre a inauguré un nouveau parc roulant pour remorques suite à la récupération d'un espace situé au 5 bis, après démolition de l'ancien chai à vins et réhabilitation du terre-plein de 11 000 m². D'une surface de 5 500m² et d'une capacité de 50 remorques, ce parc vient renforcer le parc1 situé à proximité du parking à niveau qui a une capacité de 80 remorques.

L. A. R.

Compte tenu de la hausse vertigineuse des prix en 2017

Les citoyens pris par la frénésie des achats

Dans les superettes, les petites épiceries, les marchés couverts, tous les lieux commerciaux des grandes villes sont pris d'assaut par les citoyens. Avec des bourses suffisantes ou pas, tous achètent les produits de large consommation. Il y en a même qui s'approvisionnent pour faire des stocks. Pour cause, depuis l'annonce de l'envolée prochaine des prix à l'aune de 2017, la frénésie des courses a vraiment gagné les esprits. Avant même l'entame de la nouvelle année, la hausse générale des prix s'est déjà fait ressentir chez la plupart des Algériens. Des augmentations, annoncées par le PLF 2017, touchent principalement les produits de large consommation. Pour rappel, le café servi dans les cafétérias publiques qui a subitement pris

10 DA de plus, passant de 20 DA à 30 DA la tasse. Les pâtes, même de production locale, ont augmenté de 10 à 20 DA, l'eau minérale a augmenté de 5 DA. Les œufs, eux, sont cédés à 14 et 15 DA, voire même à 17 DA dans certaines superettes, soit une augmentation de 5 DA en moyenne. Un ajout de 20 DA a été également enregistré pour les biscuits, sans compter les produits laitiers, notamment la plupart des yaourts qui sont passés de 15 à 20 DA et de 20 à 25 et 30 DA. Des prix qui vont encore augmenter dès janvier. Ainsi, en dépit des autorités qui ne cessent de rassurer les citoyens pour les convaincre du contraire, le pouvoir d'achat des ménages a déjà commencé de saigner et le sera davantage à l'avenir. Par conséquent, afin de minimi-

ser un peu les dégâts dans une logique de faire des économies, de nombreux citoyens ont décidé de faire leurs achats à l'avance avant que les prix flambent à nouveau. Pour les produits de conservation et non périssables, beaucoup préfèrent stocker les denrées achetées à des tarifs moins élevés actuellement. Une manière de prendre leurs précautions, notamment pour les familles qui ont l'habitude d'acheter en gros. «Tout va augmenter en janvier, et c'est déjà le cas. Bien que j'ai l'habitude d'acheter en gros pour le mois, cette fois-ci je ferais mes courses pour au moins trois mois, surtout pour les produits de consommation de base, tels que le lait en poudre, la tomate concentrée, les pâtes, la confiture, l'huile, la semoule....etc.. Certes, je ne vais

faire des économies à 50% mais j'aurais certainement une facture moins salée que si je faisais les mêmes courses en janvier», a confié, Dalal, une mère de famille, rencontrée devant une grande surface d'Alger-Centre. Paradoxalement, les citoyens sont pris par la frénésie des achats. Ces comportements sont bien sûr normaux car réactifs de la part des gens. Néanmoins, un autre facteur bien précis semble les pousser à cela.

Publicités massives des grands labels : un facteur attisant la fièvre acheteuse

De leur côté, au vu des traditionnelles promotions de fin d'année, les grands labels commerciaux, activant principalement

dans l'électroménager, n'ont cessé d'inonder les espaces publics pour attiser l'envie d'achat des citoyens. En effet, avec des rabais plus qu'alléchants, compte tenu du contexte de crise, de surcroît aux nouvelles augmentations des prix tant redoutées par les citoyens, ces derniers ne peuvent que tomber dans la folie acheteuse. Des inquiétudes, certes légitimes, mais qui restent sans doute exagérées. Il est important de rappeler, à ce propos, que même si la vie est de plus en plus chère, suite à la conjoncture actuelle du pays, ce n'est pas non plus la fin du monde au point que le consommateur sombre dans une psychose qui lui fait faire des achats parfois inutiles.

Yacine Djadel

Quatre adeptes d'«El Ahmadiya» arrêtés hier à Relizane

Guerre déclarée contre l'invasion des sectes

■ Les services de sécurité continuent leur chasse aux adeptes de la secte El Ahmadiya. Celle-ci semble trouver un terrain à exploiter en Algérie face, probablement, à plusieurs facteurs dont l'ignorance, l'éloignement des valeurs et du référent religieux algérien.

Par Nacera C.

Hier, quatre adeptes de la secte El Ahmadiya ont été arrêtés à Relizane par une section de recherches de la Gendarmerie nationale. C'est ce qui a été annoncé dans un communiqué du groupement territorial de la gendarmerie de Relizane, rapporté par l'APS. Dans ce cadre, il a été précisé que l'arrestation de ces éléments a eu lieu vendredi au douar Merabtine, relevant de la commune de Derguane, dans la daïra de Zemmoura, après l'exploitation d'informations faisant état «des agissements des mis en cause et la perquisition de leurs domiciles». Selon la même source, les gendarmes ont découvert des ouvrages et des fascicules portant «atteinte à l'Islam, au Prophète Mohamed (QSSL) et aux autres envoyés de Dieu» ainsi que des «prêches et autres écrits» sur le courant El Ahmadiya. Lors de leur interrogatoire, les mis en cause ont «reconnu» appartenir à cette secte et avoir organisé des «quêtes» pour financer leurs activités dans la région. Enfin, les quatre individus ont été placés hier sous mandat de dépôt par le procureur de la République du tribunal de Zemmoura.

Il est à noter que l'action des services de sécurité contre la secte El Ahmadiya ne date pas d'hier, puisqu'en juin dernier celle-ci a été démantelée par les éléments de la Section de recherche de la Gendarmerie



nationale de Blida. Il y a quelques jours, les éléments de la Sûreté de la wilaya de Sétif ont procédé à l'arrestation de «33 personnes appartenant à El Ahmadiya», selon ce qu'a rapporté mercredi dernier le quotidien *Annasr*. Le 4 novembre dernier, quatre membres de cette secte ont été arrêtés à Annaba, ainsi qu'une trentaine d'adeptes dans la wilaya de Skikda. Depuis sa nomination au poste de ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa a mis en garde contre la présence des sectes étrangères au référent religieux algérien, dont ce qui est appelée «El Ahmadiya». L'Amidisme a été classé comme secte par l'Organisation de la conférence islamique en 1973. Celle-ci compte plus des millions de fidèles à travers le monde et semble trouver en Algérie un terrain à exploiter face, probable-

ment, à un éloignement des valeurs et du référent religieux algérien. Il y a trois jours, dans une déclaration à la presse en marge d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale consacrée aux questions orales, le ministre a rassuré que la mosquée est plus que jamais protégée et «aucune partie ou organisation ne pourront exploiter les jeunes Algériens pour les recruter dans leurs rangs», même s'il a reconnu que 100 jeunes ont rejoint l'organisation de «Daech». Le 9 octobre dernier, il avait tiré la sonnette d'alarme par rapport à l'invasion sectaire. «C'est le contexte qui l'impose. Car aujourd'hui plus qu'hier, nous vivons une nouvelle invasion sectaire. Nous vivons aussi une déstabilisation qui concerne à la fois l'Algérie et toute la région. Nous constatons

que l'Islam selon la pratique algérienne, selon le référent algérien, est en danger», a-t-il dit sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. Le ministre a mis en avant les sectes qui s'introduisent en Algérie en revenant sur l'arrestation récente du chef de la mouvance dite «ahmadiste» et précisant que cette secte est «étrangère» à l'Algérie. Il avait expliqué que «c'est un pays occidental qui la gère à son profit». Le ministre avait cité aussi «les Moudkhalistes». Il s'agit d'une frange des salafistes qui recrute des adeptes via Internet, les mosquées et le cellulaire pour rejoindre Daech en Libye. Ce n'est pas tout, puisqu'il a révélé le recensement de «139 écoles coraniques autoproclamées indépendantes» et «non agréées». Selon lui, «certaines ont été fermées pour obédience déclarée de radicalisation ou pour prosélytisme chiite».

N. C.

Secte

«L'AHMADISME est un mouvement fondé par Mirza Ghulam Ahmad (1835-1908), à la fin du XIX^e siècle au Penjab, en Inde, alors sous domination anglaise. L'homme se présentant comme une réapparition du Messie en prétendant être un prophète venu après Mohamed (QLSSSL). Cette secte est basée à Londres».

R. N.

Béjaïa

Des élèves manifestent contre la réduction de la durée des vacances

Après les élèves du lycée Stambouli de Béjaïa qui ont spontanément organisé avant-hier matin un mouvement de protestation devant le siège de la direction de l'éducation pour contester la décision portant réduction des vacances d'hiver de 15 à 10 jours, c'était hier au tour des élèves des lycées de Sidi-Ahmed, Nacéria, Sidi Aïch et Ali-Amara d'Aokas ainsi que des écoliers de manifester aussi leur colère face à cette décision et exiger «le rétablissement» de la durée initiale. A Aokas, des élèves ont refusé de rejoindre leurs classes, exigeant la révision de la décision par les autorités, estimant qu'ils sont dans leur droit absolu d'avoir des vacances complètes. «Des dizaines d'élèves se sont rassemblés devant le siège de la direction de l'éducation et une

délégation a été reçue par le secrétaire général en présence de syndicats. Elle est sortie satisfaite», selon une source. Mais quelques minutes plus tard, des personnes, probablement des élèves ou des délinquants, comme nous le dit une source, ont jeté des pierres sur le siège de l'académie, brisant une dizaine de vitres. «L'intervention rapide de policiers qui n'étaient pas loin des lieux et en force a permis de repousser les assaillants. Mais des échauffourées ont éclaté entre les deux parties et se sont soldées par des arrestations d'une dizaine de manifestants et peut-être un peu plus», ajoute notre source. A l'intérieur de la direction de l'éducation, le personnel est pris de panique. Les échanges d'hostilités dureront des heures entre les policiers et les manifestants. Des parents

ayant appris la nouvelle sont arrivés précipitamment, cherchant leurs progénitures. Certains parviennent à retrouver leurs enfants mais pas d'autres. A l'heure ou nous mettons sous presse, le climat reste quand même tendu autour de la DE. Le président de la Fédération des parents d'élèves, Khaled Messaoud, a appelé les parents à sensibiliser leurs enfants sur cette décision et à éviter qu'ils se fassent manipuler. Selon lui, «la décision de la ministre de réduire les vacances a été prise dans l'intérêt des élèves afin de terminer leur programme». Il a justifié aussi cette décision par le fait qu'un retard a été accusé au début de l'année, notamment dans l'affectation de nouveaux enseignants et suite également à la grève des enseignants et les différentes fêtes religieuses et

nationales. Pour rappel, la mesure de réduire les vacances à 10 jours avait été prise au début de l'année scolaire par la ministre de l'Education nationale afin de permettre aux élèves de terminer leurs programmes. Ces derniers ont tenté, hier, de faire rallier à leur cause des écoliers et collégiens, mais sans succès. Les vacances d'hiver débuteront le 22 décembre et se termineront le 22 janvier 2017. Nouria Benghebrat veut, à travers cette décision, assurer aux élèves 36 semaines de scolarité car l'année scolaire n'est que de 24 semaines. «Les vacances d'hiver n'ont pas été écourtées de manière anarchique mais sur la base d'une étude comparative entre l'Algérie et d'autres pays afin d'adapter les vacances scolaires aux critères internationaux», avait expliqué Benghebrat,

LA QUESTION DU JOUR

Le pourquoi d'une excitation tardive

suite de la page Une

Samantha Power fait semblant de ne pas croire un seul instant que les Russes puissent s'opposer à une résolution inspirée par des considérations purement humanitaires. Le plus vraisemblable est qu'Alep grouille encore de leurs agents secrets à qui il importe par-dessus tout d'éviter qu'ils soient faits prisonniers. On ne comprendrait pas autrement qu'ils tiennent tant à être présents à l'acte final d'une bataille où à l'évidence tout se déroule comme convenu, et où d'ailleurs les observateurs impartiaux, ceux de la Croix rouge par exemple, ne manquent pas. Nul crime de guerre n'est en train de se commettre en ce moment à Alep, comme chacun peut s'en rendre compte en suivant chez lui les informations. Rien ne s'y passe en effet qui ne soit rapporté par les médias et les réseaux sociaux. Les observateurs que veulent à tout prix envoyer sur place les Américains et les Français, ce sont des agents à eux chargés d'exfiltrer des camarades pris au piège dans cette ville. Russes, Iraniens et Syriens savent très bien à quoi s'en tenir, qui laissent dire mais ne semblent pas près de céder à des pressions exercées au nom des droits de l'homme. Comme il n'existe pas de résolution onusienne possible qui permette de récupérer sains et saufs ses agents à la fin d'une bataille où ils ont grenouillé tout leur content, il faut bien invoquer les droits de l'homme, affecter de craindre le pire pour les populations civiles et autres liquidations de combattants vaincus, pour pouvoir agir dans l'ombre mais à l'aise néanmoins. On ne peut même pas exclure que l'un au moins des objectifs de l'opération soit encore plus inavouable. Ce qui compte pour les Occidentaux, maintenant qu'Alep est de toute façon perdue, c'est que leurs ressortissants terroristes, au lieu de se rendre dans Idlib comme convenu avec les Syriens et les Russes, se mettent dans l'idée de retourner dans leurs pays, c'est-à-dire en France, aux Etats-Unis, ou en Grande-Bretagne. Une perspective qui fait froid dans le dos des autorités de ces pays. Si elles pouvaient faire en sorte qu'elle soit éliminée, à Alep même, on peut penser qu'elles feraient leur possible pour que ce soit effectivement le cas.

M. H.

en marge d'une séance plénière au Conseil de la nation tenue au début du mois courant.

H. Cherfa

Malades assurés sociaux

Réduction de 50% des tarifs du transport vers l'étranger

■ Les malades assurés sociaux bénéficieront désormais d'une réduction de 50% sur les tarifs des billets d'avion lors de leur transfert pour des soins à l'étranger, en vertu d'une convention signée à Alger entre la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) et la compagnie Air Algérie.

Par Hania T.

Cette convention, signée par le directeur général de la CNAS, Hassen Tidjani Haddam, et le P-dg d'Air Algérie, Mohamed-Abdou Bouderbala, assurera une réduction de 50% des tarifs des billets sur le réseau international pour les destinations desservies par Air Algérie. A cet effet, la CNAS dispensera aux bénéficiaires d'une prise en charge à l'étranger, de l'avance des frais du billet et ce, dans le



cadre du tiers-payant. La CNAS s'engage également à assurer une «meilleure fluidité» dans le traitement des dossiers médicaux du personnel d'Air Algérie et de leurs ayants droit. Elle assure, en outre, une formation technique sur la législation de la sécurité sociale au profit du personnel médical et administratif d'Air Algérie. A cette occasion, M. Haddam a expliqué que cette réduction est destinée aux assurés sociaux, détenteurs d'une prise en charge pour soins à l'étranger ainsi que leurs accompagnateurs. Pour sa part, M. Bouderbala a fait savoir qu'une

réflexion est en cours entre les deux parties (CNAS et Air Algérie) pour mettre en place prochainement un service sanitaire pour l'évacuation des malades vers l'étranger ou à l'intérieur du pays, à travers le déploiement d'avions médicalisés.

Une moyenne de 50 000 accidents de travail déclarés annuellement à la CNAS

Une moyenne de 50 000

accidents de travail sont déclarés annuellement à la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), dont plus de 600 accidents mortels, a annoncé, lundi à Alger, le directeur général de la Caisse, Hassen Tidjani Haddam.

«Une moyenne de 50 000 accidents de travail dont plus de 600 accidents mortels, sont déclarés annuellement à la CNAS (moyenne enregistrée les cinq dernières années)», a précisé M. Haddam, lors d'une journée de formation et d'information au profit des membres des Commissions paritaires d'hygiène

et de sécurité (CPHS) de la CNAS. Le même responsable a ajouté que sur le total des accidents de travail déclarés, plus de 4 000 sont des accidents liés aux trajets (de la maison au lieu de travail) qui affectent les travailleurs.

M. Haddam a également fait remarquer que le plus grand nombre de ces accidents déclarés survient dans le secteur du BTP avec un taux de 27%. Ce même secteur (le BTP) enregistre aussi un taux de 45% du nombre global des accidents de travail mortels déclarés à la CNAS, a-t-il ajouté, précisant, dans un même contexte, que les hommes sont les plus touchés par les accidents de travail déclarés (89%) que les femmes (11%).

M. Haddam a souligné que les accidents de travail sont principalement concentrés dans les wilayas d'Alger (17%), Béjaïa (7,7), Boumerdès (6,5%) et Sétif (6%) et ont lieu principalement dans le secteur privé qui enregistre le plus grand nombre.

«La CNAS donne l'exemple aux autres entreprises par le lancement prochain d'un programme au profit de ses travailleurs, qui s'appuie sur des actions de prévention et qui a pour objectif de maîtriser les risques et de réduire les accidents a "zéro" dans le futur», selon M. Haddam.

H. T./APS

Recommandations du Séminaire sur la paix et la sécurité en Afrique

«Faire taire les armes d'ici à 2020»

Une série de recommandations a été adoptée lundi à Oran par les participants au troisième et dernier jour des travaux du 4^e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique. Ces recommandations portent en particulier sur plusieurs thématiques comme la question de «Faire taire les armes d'ici à 2020», le partenariat entre le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et le Conseil de sécurité des Nations unies, le financement des opérations de soutien à la paix et la lutte antiterrorisme. Au cours de l'ultime journée de ce séminaire, les participants ont convenu, selon un rapport dont l'APS détient une copie, sur la nécessité pour le Conseil de paix et de sécurité de l'UA d'accélérer l'élaboration d'une feuille de route sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2020. Les participants ont également souligné, dans ce

même volet, la nécessité d'accélérer l'opérationnalisation de la Force africaine en attente Concernant le partenariat entre le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et le Conseil de sécurité de l'ONU, ils ont plaidé pour la nécessité d'entreprendre des missions de paix hybrides sur la base des succès de la Mission africaine/Nations unies au Darfour (Minuad), ainsi que la nécessité d'un suivi efficace de la mise en œuvre des conclusions conjointes de l'interaction des deux Conseils. Pour le financement des opérations de soutien à la paix sous la conduite de l'UA autorisées par le Conseil de sécurité de l'ONU, les participants ont convenu de la nécessité d'assurer un financement prévisible et durable des opérations de soutien à la paix sous conduite de l'UA afin de renforcer davantage le partenariat UA-ONU. Les travaux de cette dernière journée de ce séminaire ont été

marqués par l'examen de la coordination entre les parties du mécanisme africain, le Conseil de paix et de sécurité en Afrique selon le bilan de l'année 2016.

L'apport de l'Algérie à la paix et à la sécurité en Afrique «digne de la reconnaissance internationale»

L'apport de l'Algérie à la paix et à la sécurité ainsi qu'aux causes de libération dans le continent africain est «historique» et digne de la reconnaissance internationale, a affirmé le directeur de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar), Evariste Karambizi. «La contribution de l'Algérie à la réalisation de la paix et de la sécurité ainsi qu'aux causes de libération est historique et connue de tous, aussi bien avant qu'après

le mouvement de libération dans le continent», a précisé le directeur de Unitar, connu également sous le nom Programme de l'ONU pour la formation et le maintien de la paix. «Aussi, nous ne pouvons que reconnaître le rôle de l'Algérie dans le renforcement de la paix et de la sécurité dans le continent», a insisté M. Karambizi qui a salué les efforts de l'Algérie, représentée par son gouvernement, notamment le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, dans l'institution de ce séminaire qui a pour objectif la coordination des efforts pour promouvoir la paix et la sécurité en Afrique. Evariste Karambizi prend part aux travaux du séminaire d'Oran sur la paix et la sécurité en Afrique, en tant que représentant de l'Institut Unitar, créé en 1963 pour consolider l'efficacité de l'ONU dans la réalisation de ces objectifs. L. M.

Pétrole

Le Brent remonte à plus 55 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement hier en cours d'échanges européens après une semaine très volatile. Les marchés tentent de se positionner entre une offre trop abondante et l'accord de limitation des productions des pays producteurs. En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord

pour livraison en février valait 55,41 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 20 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier

gagnait 19 cents à 52,09 dollars. «Malgré une performance plutôt décevante la semaine passée, les prix du brut sont à nouveau en hausse. L'accord des pays producteurs est étonnamment complet, ce qui devrait limiter les risques de baisse, mais reste à savoir dans quelle mesure il sera appliqué», a commenté

Joshua Mahony, de IG. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a annoncé fin novembre que ses membres réduiraient leur production quotidienne de 1,2 million de barils, une décision à laquelle plusieurs autres pays producteurs se sont joints après une réunion début décembre.

«A première vue, les conséquences d'un retour à la gestion active du marché pour l'Opep sont évidentes. Avec moins de pétrole sur les marchés, les prix remonteront, et le rééquilibrage du marché sera accéléré», a noté David Hufton de PVM Reports.

Sarah L.

Brandt Algérie

Nouvelle gamme TV haut de gamme «made in bladi»

■ Brandt Algérie a procédé, avant-hier, au lancement, à l'hôtel Hilton, de sa nouvelle gamme de téléviseurs, dont le tout nouveau téléviseur Brandt Oled Curved, le 1^{er} fabriqué dans toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Par Ali Zidane

L'entrée en production des téléviseurs Oled Curved «marque un tournant significatif pour Brandt sous le signe de la maîtrise et de la suprématie technologique», a déclaré le directeur général de Brandt Algérie, Tahar Bennadji. «Une étape que la marque juge importante pour monter en gamme et offrir aux Algériens le meilleur de la tech-



nologie», soulignera le premier responsable de la marque.

Selon lui, avec ce nouveau lancement l'entreprise franchit un pas majeur dans son plan de développement pour asseoir son leadership régional. Dans son discours, le DG de Brandt Algérie a précisé que la fabrication de l'Oled en Algérie dans une déclinaison incurvée représente une révolution télévisuelle non seulement pour notre pays mais aussi pour la région du Moyen Orient et de l'Afrique.

Optimiste, Tahar Bennadji n'a pas manqué d'exprimer son enthousiasme à ce sujet. «Nous sommes fiers de lancer les premiers téléviseurs Oled Curved aux normes internationales fabriqués dans nos usines à Sétif». «Nous sommes d'autant heureux et fiers de lancer des téléviseurs incorporant l'application "Likoul" qui permettra à nos élèves de la 5^e année primaire jusqu'à la classe terminale d'accéder en streaming et gratuitement aux cours de soutien scolaire», a annoncé

le conférencier. A propos des ambitions de la marque, il poursuit : «Nous visons le leadership sur le marché algérien et le développement de nos activités export et contribuer à la diversification des exportations hors hydrocarbures de notre pays». A cette occasion, les responsables de la marque ont présenté toute la gamme des téléviseurs Brandt notamment la gamme Oled Curved, la gamme Ultra Slim, la gamme des Smart TV et LED TV.

Le Brandt Oled Curved est un concentré technologique que propose Brandt aujourd'hui. Elle est déclinée en deux dimensions, à savoir le téléviseur Oled Curved 65 pouces et le téléviseur Oled Curved 55 pouces. Les deux modèles affichent une définition Ultra HD (4K). Ce nouveau téléviseur présente un design incurvé ultra slim avec une épaisseur de seulement 5.9 mm. L'ensemble est habillé en métal avec une belle finition et un look fin et discret.

La gamme 4k ultra slim a une épaisseur de seulement 7.5mm. Cette gamme de téléviseurs est proposée en quatre dimensions : l'Ultra Slim LED TV Curved

65»4K, l'Ultra Slim LED TV Curved 55» 4K, l'Ultra Slim LED TV 65» 4K et l'Ultra Slim LED TV 55» 4K.

La gamme Brandt Smart TV est disponible en 4 dimensions à savoir le SMART LED TV 32» HD, le SMART LED TV 43» Full HD, le SMART LED TV 49» 4K et le SMART LED TV 55» 4K. En plus d'une qualité d'image exceptionnelle et une expérience visuelle réaliste, les quatre modèles de la Smart Series sont équipés d'un micro-processeur de 6 Core.

Ces téléviseurs sont alimentés par le système d'exploitation Android 5.1, de fonctionnalités avancées telles que le PVR qui permet d'enregistrer les programmes, la technologie H.265/HEVC qui permet également de réduire grandement le débit de compression des vidéos, le Wireless Display, appelé aussi WiDi, est une technologie de diffusion de flux vidéo sans fil utilisant le protocole Wi-Fi. Tous ces produits seront également proposés avec la formule crédit à la consommation avec les banques.

A. Z.

Lait

Baisse de plus de 25% de la facture d'importation

La facture d'importation de lait a reculé à 798,6 millions de dollars (usd) sur les dix premiers mois de 2016, contre 1,07 milliard usd à la même période de 2015, soit une baisse de 25,45%, a appris l'APS auprès des Douanes. De janvier à octobre, les quantités importées de ce produit (lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières utilisées comme intrants) ont également reculé pour s'établir à 324 206 tonnes contre 364 531 tonnes, soit une réduction de près de 11,06% entre les deux périodes de comparaison, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes

(Cnis). Cette réduction de la facture d'importation s'explique non seulement par le recul des quantités importées mais aussi par la chute des prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire. Durant les huit premiers mois 2016, le prix moyen à l'importation par l'Algérie des poudres de lait s'est établi 2 302 usd/t contre 2 921 usd/t sur la même période de 2015, en baisse de plus de 21%. Même tendance baissière pour les matières grasses de lait dont le prix moyen à l'importation s'est réduit à 3 786 usd/t contre 4 011 usd/t (-5,6%). En 2015, la facture d'importation du lait en poudre, crèmes de lait et matières

grasses laitières, avait déjà reculé à 1,04 milliard de dollars (372 252 tonnes) contre 1,91 milliard usd en 2014 (395 898 tonnes). Afin de réduire les importations de ce produit subventionné et de promouvoir la filière lait, des mesures avaient été décidées par le gouvernement en faveur des éleveurs et des opérateurs de ce secteur en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant l'investissement, avec l'objectif de baisser les importations de la poudre de lait de 50% à l'horizon 2019. Le gouvernement a ainsi décidé que le prix de référence du litre de lait cru de vache soit fixé à 50 DA (contre 46 DA auparavant), se

répartissant entre 36 DA le prix de cession du lait cru aux laitières et 14 DA de subvention de l'Etat, contre, respectivement, 34 DA et 12 DA auparavant. En réponse à la préoccupation des éleveurs relative à l'accès à l'aliment de bétail et à la régulation du marché de ce produit, il a été décidé d'approvisionner directement les éleveurs en matière de son (résidu de mouture de blé). D'autres mesures de facilitation à moyen terme ont été prises par le gouvernement afin d'asseoir une stratégie de relance de la filière lait. Il s'agit notamment de l'accès des professionnels de la filière lait au foncier agricole pour leur permettre d'investir en

amont de cette filière et concourir au développement des grandes cultures (céréales et fourrages). Les pouvoirs publics ambitionnent, dans ce cadre, de promouvoir la création de fermes modernes intégrées pour l'élevage bovin laitier et la production de céréales et de fourrages dans le cadre de contrats-programmes. Il s'agit aussi d'encourager l'utilisation du crédit de campagne «R'fig» pour investir dans la production des fourrages, tandis que les coopératives des éleveurs seront incitées à recourir à l'exploitation des périmètres irrigués, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud.

Halim Y.

Finances

Amélioration de près de 6% des recettes fiscales

Les recettes fiscales ont atteint environ 1 600 milliards DA à fin septembre dernier, soit une progression de près de 6% par rapport à la même période de 2015, a indiqué dimanche à Alger le ministre des Finances, Hadji Babaammi. «Nous avons enregistré une amélioration de près de 6% des recettes fiscales jusqu'à la fin du mois de septembre 2016 par rapport à la même période de l'année 2015», a-t-il dit à la presse, en marge du lancement du système de télédéclaration et du télépaiement des impôts et des taxes «Jibaya'tic». «Nous souhaitons que cette amélioration se poursuivra à la fin de l'année pour atteindre 10 ou 11% par rapport à l'année

passée, comme objectif tracé dans la loi de finances (LF) 2016», a ajouté M. Babaammi. Le ministre a précisé que la Direction générale des impôts (DGI) prend des mesures quoti-

diennes à l'adresse des récalcitrants pour améliorer progressivement les recouvrements fiscaux à travers un programme pour renforcer le contrôle. M. Babaammi a, par ailleurs, souli-

gné que le ministère examine avec les banques la possibilité de lancer de nouveaux produits bancaires sans intérêt, mais avec des marges bénéficiaires. Le ministère étudie également le

lancement d'un emprunt obligataire sans intérêt mais avec des marges indexées sur le taux de croissance économique, a-t-il ajouté.

(APS)

Après l'audit de l'ARPT

La 4G de Ooredoo bientôt disponible dans 31 wilayas

LANCEMENT imminent des services 4G de Ooredoo à Alger. Après avoir lancé ses services 4G dans les trois premières wilayas, Tlemcen, Tizi-Ouzou et Béchar, Ooredoo obtient l'autorisation de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT) pour le déploiement de son réseau de téléphonie mobile de 4^e génération dans 28 wilayas supplémentaires durant la première année, selon la Décision N°120 de l'ARPT datée du 11 décembre 2016. Après l'audit de l'ARPT des moyens et des capacités techniques de Ooredoo, l'ARPT a confirmé que l'opérateur satisfait les obligations de couverture et de qualité de service dans les trois wilayas où il a précédemment lancé sa technologie 4G. Ainsi, Ooredoo est autorisé à lancer ses services 4G dans les prochains

mois à Alger, Oran, Constantine, Sétif, Ouargla, Djelfa, Biskra, Ghardaïa, Adrar, Boumerdès, Béjaïa, Blida, Annaba, Tipasa, Sidi Bel-Abbès, Bouira, Chlef, Batna, Bordj Bou-Arréridj, Médéa, Mascara, M'sila, Tiaret, Skikda, Ain Defla, Mostaganem, Relizane et Ain Témouchent. Prochainement, les clients Ooredoo de ces 28 wilayas pourront bénéficier du réseau performant et des services à la pointe de la technologie de Ooredoo, innovateur technologique qui place la satisfaction de ses clients au cœur de ses préoccupations. Ooredoo met en œuvre son savoir-faire et son expérience technologique internationale pour accompagner cette nouvelle révolution digitale et offrir la meilleure expérience de l'internet mobile très haut débit à ses clients.

Communiqué

Salon de la datte à Biskra

Signature d'une convention d'importation d'emballages

■ Une convention a été signée, dimanche à Biskra, entre une entreprise algérienne et une entreprise franco-tunisienne dans le domaine de l'importation et de fabrication de produits d'emballage.

Par Hassen G.

L'accord commercial a été paraphé par les responsables de la SARL algérienne «Bardjmana import-export» et l'entreprise franco-tunisienne «Bois Barkat» à l'Ecole régionale des sports olympiques de Biskra qui abrite la deuxième édition du Salon international de la datte.

Cette convention prévoit, dans une première étape, l'importation de lots de produits d'emballage alimentaire fabriqués à base de bois, puis dans une étape ultérieure des formations dans ce domaine pour des stagiaires algériens.

Dans une étape finale, l'accord comprend l'ouverture en Algérie d'une entreprise de production d'emballage, a-t-on révélé. Cette initiative constitue «un pas positif» vers la promotion de la production d'emballage en

Algérie, a indiqué à l'APS le président de la chambre de commerce CCI-Ziban, Abdelhamid Khobzi, qui a mis l'accent sur l'importance de «l'option» emballage dans la valorisation des dattes à exporter vers l'étranger.

La manifestation constitue une occasion pour identifier les opportunités pour la datte algérienne d'intégrer des marchés étrangers, a ajouté le même responsable, précisant, dans ce sens, que «des discussions étaient en cours entre des opérateurs économiques algériens et étrangers (Russie, Italie, France entre autres)».

Ce salon a pour but principal de revaloriser la production nationale et d'œuvrer à ouvrir des perspectives de coopération et d'échange avec les opérateurs économiques étrangers pour concrétiser l'équation «gagnant-gagnant», a encore ajouté la même source. La deuxième édition du Salon international de la



Ph. > D. R.

datte devant se poursuivre jusqu'au 20 décembre, a été inaugurée samedi par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, rappelle-t-on. **H. G./APS**

Mascara

Raccordement de 81 annexes communales au réseau de fibre optique

Plus de 81 annexes communales ont été raccordées à la fibre optique, permettant aux citoyens de se faire délivrer des documents administratifs dans différentes régions, a-t-on appris dimanche du directeur de l'unité opérationnelle de «Algérie Télécom» (AT).

Un raccordement a profité, la semaine dernière, à deux annexes communales dans la localité de «Moualda» et hai «Ennasr» dans la commune de Zahana, a indiqué Djelloul Harkat. Les travaux de raccordement de quatre autres annexes situées aux douars de Zouaneb

(Froha) Sidi Ali Cherif (Chorfa), Boutefaha (El Ghomri) et «A d l a o u i A h m e d» (Mohammadia) sont en cours.

Par ailleurs, 58 700 lignes téléphoniques ont été basculées vers le réseau multiservices MSAN, dont 20 500 en 2016, grâce à l'installation de 139

appareils MSAN. Le nombre de stations de téléphonie et internet 4G a atteint, dans la wilaya, 30 dont la dernière en date dans la localité «Yaalou» dans la commune de Bouhenni, mise en service en décembre. A noter que ces stations assurent leurs services à 16 700 abonnés, a-t-on encore

signalé. L'entreprise AT compte installer, dans la wilaya de Mascara, d'autres stations dans des zones où la demande est accrue, notamment à Tighennif, Sig, Bouhanfia et Hachem (une première pour cette collectivité).

L. M.

Constantine

Des lecteurs automatiques des plaques d'immatriculation

Les services de police de la wilaya de Constantine seront dotés «incessamment» de plusieurs lecteurs automatiques des plaques d'immatriculations (LAPI), a indiqué dimanche le chef de sûreté de wilaya et contrôleur de police, Abdelkrim Ouabri.

S'exprimant en marge de la manifestation «Portes ouvertes» sur la police, organisée à l'occasion de la célébration de la journée arabe de la police, le chef de sûreté de wilaya a annoncé la dotation «prochaine» des services opérationnels de police du système LAPI (appareil de lecture automatisée des plaques d'immatriculation) qui permet de

détecter les véhicules signalés volés. Mettant l'accent sur l'importance de ces outils technologiques modernes dans «la lutte contre les vols de véhicules», le même responsable a indiqué que «des formations sur l'utilisation de cette technique de pointe ont été dispensées aux enquêteurs chargés de combattre ce phénomène pour permettre de meilleurs résultats sur le terrain».

Le LAPI enregistre des plaques de tous les véhicules passant à sa hauteur et procède systématiquement à la consultation du fichier spécialisé de base des véhicules volés et dès que la plaque d'une voiture volée est détectée, une information s'affiche sur l'écran suivie d'une alerte pour le contrôle du conducteur du véhicule suspect, a expliqué le contrôleur de police Ouabri.

Ce nouveau système de lutte contre la criminalité a déjà été exploré à Constantine, a ajouté le chef de sûreté de wilaya, affirmant qu'il ne reste que la conclusion de quelques formalités d'usage et ce matériel sera opérationnel à travers tout le territoire de la wilaya.

La célébration de la journée arabe de la police a été marquée, à Constantine, par l'organisation de plusieurs activités en rapport avec les missions de ce corps de sécurité. Des circuits

pédagogiques pour les enfants, des présentations sur les statistiques réalisées et les moyens mobilisés pour permettre une meilleure sécurité aux personnes et aux biens ont été exposés au hall de la maison de la culture Malek-Haddad.

Cette manifestation a été clôturée par une cérémonie de remise de grades à plusieurs dizaines de policiers et un gala artistique durant lequel des personnalités de la presse, de la société civile (dont des supporters du Club sportif de Constantine CSC ayant fait montre de sens de fair-play) et de la police (retraités) ont été honorées, a-t-on constaté.

Eau Il est impératif d'achever les grands transferts vers Sétif dans les délais

LE MINISTRE des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a insisté, dimanche à Sétif, sur la nécessité d'achever dans les délais fixés les travaux des projets de grands transferts des eaux des barrages d'Ighil (Béjaia) et Iraguen (Jijel) vers Sétif. Lors de l'inspection dans la commune d'Ain Sebt du chantier d'un tunnel de 4,3 km dans le cadre du projet des transferts d'eau, le ministre a exprimé sa satisfaction du rythme d'avancement des travaux et a recommandé de réduire de 24 à 18 mois leur délai. La réduction des délais des travaux a exigé la réorganisation des chantiers et leur renforcement en main-d'œuvre et engins de sorte à travailler 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, a expliqué à l'APS le directeur général de l'Agence nationale des barrages et transfert, Abderzak Beraki. Le ministre a insisté sur ces délais afin de permettre l'achèvement des travaux d'ici à mai 2018 et assurer le transfert des eaux du barrage de Tabellout d'une capacité de 294 millions m³ (Jijel) vers le barrage de Dhraâ Diss d'El Eulma (Sétif). **R. R.**

Biskra

Saisie d'un lot de 15 000 supports audiovisuels contrefaits

Les services de sûreté de la wilaya de Biskra ont saisi un lot de 15 000 supports audio et vidéo (CD et DVD) contrefaits destinés à la commercialisation, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de wilaya de ce corps sécuritaire. Lors des multiples opérations de contrôle

dans certains magasins spécialisés dans la vente des produits audiovisuels, les membres de la Brigade économique et financière (BEF) relevant de la Police judiciaire de la sûreté de Biskra ont également saisi des équipements, notamment du matériel informatique et d'impression, a

indiqué à l'APS la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les atteintes aux droits d'auteur et à la propriété intellectuelle ciblant les œuvres artistiques, les chansons notamment, a-t-on signalé, soulignant que le lot saisi sera mis à la disposition de l'Office

national des droits d'auteur et droits voisin (ONDA).

Au cours du 1^{er} semestre 2016, les mêmes services avaient saisi et détruit pas moins de 566 supports audio et vidéo comportant des œuvres illégalement reproduites.

Lyes D.

Libye

Kobler : la situation des migrants est «dangereuse» dans les centres de détention

■ La situation des migrants dans les centres de détention en Libye est «dangereuse» et 27% d'entre eux souffrent de malnutrition et de maladies, a estimé, dimanche, l'émissaire de l'ONU en Libye, Martin Kobler, à l'occasion de la Journée internationale des migrants.

Par Selma B.

«**J'** ai visité plusieurs centres de détention (dans la capitale libyenne) Tripoli et j'ai été choqué par la situation humanitaire», a déploré M. Kobler lors d'une conférence de presse près de Tunis.

Selon l'émissaire de l'ONU, 27% des migrants souffrent de malnutrition et de maladies dans ces centres «sévèrement surpeuplés et en manque de nourriture». La Libye, qui compte 1 770 km de côtes, est devenue une plaque tournante de l'immigration clandestine en l'absence de contrôle des frontières. Les migrants tentent, le plus souvent à bord de canots pneumatiques ou d'embarcations en bois surchargés, de rejoindre

l'île italienne de Lampedusa qui n'est située qu'à quelque 300 kilomètres des côtes libyennes.

Selon M. Kobler, des migrants sont également victimes de trafic humain. «Le traitement de cette situation dangereuse pour les droits de l'Homme est une responsabilité commune des dirigeants libyens et de la communauté internationale», a-t-il encore souligné.

Avec plus de 4 000 km de frontières terrestres avec six Etats, la Libye demande régulièrement l'aide des pays occidentaux pour faire face à l'immigration clandestine.

Selon l'ONU, au moins 4 700 personnes sont mortes ou disparues cette année en tentant de traverser la mer Méditerranée.

S. B./APS



PH : DR

Tunisie

2017 sera marquée par le lancement de grandes réformes dans la Fonction publique

L'année 2017 sera marquée par le lancement de grandes réformes dans le secteur de la Fonction publique et de l'administration tunisienne, laquelle est devenue improductive à cause de la dévalorisation de la notion du travail en Tunisie, a indiqué Abid Briki, ministre de la Fonction publique et de la Gouvernance, dimanche, dans une déclaration à l'agence TAP.

Le ministre était en déplacement au gouvernorat de Kébili pour inspecter les maisons des services de Faouar et Douz et pour donner le coup d'envoi de la campagne régionale de plantation d'arbres dans les espaces relevant des services administratifs.

Pour lui, l'administration apparaît pour beaucoup sous un aspect négatif et est source d'entrave pour la réalisation de projets, à cause de la complexité et de la lenteur des procédures.

«L'état de l'administration n'est pas en harmonie avec la Tunisie post révolution», a-t-il soutenu, affirmant que le gouvernement est à pied d'œuvre pour supprimer les procédures papiers, à l'horizon 2020, ce qui permettra à l'administration de se rapprocher davantage du citoyen et de lui fournir les prestations nécessaires dans de brefs délais. Selon certaines études, la Tunisie pourrait ainsi réaliser 2 points de croissance supplémentaires, dit-il.

Sur un autre plan, le ministre a fait part de la poursuite des consultations locales sur la réforme de la Fonction publique, dont celle qui sera organisée, lundi 19 décembre, à Gafsa.

Il a évoqué les accords convenus portant sur la loi de la Fonction publique, notamment en ce qui concerne les droits de la femme et l'équivalence pour les directeurs généraux.

Dans un tout autre registre, Abid Briki a indiqué que les deux maisons des services de Faouar et Douz permettront de rapprocher les prestations du citoyen.

En réponse au souhait des habitants qui associent l'ouverture de la maison des services de Faouar au recrutement de fonctionnaires dans la région, Abid Briki a indiqué qu'il serait difficile de réaliser cette demande «au vu de la conjoncture que connaît le pays en cette période et de la compression des recrutements dans la Fonction publique en 2017».

Dans ce cadre, il a considéré que le recrutement, pour ces deux projets, pourrait se limiter

uniquement à quelques employés dans les domaines de gardiennage et de nettoyage.

Au cours de sa visite, le ministre a rencontré des ouvriers de chantiers.

Il les a rassurés de la volonté de son département à tout mettre en œuvre pour trouver une solution définitive pour ce dossier en 2017.

Ainsi, il a appelé les autorités régionales à réexaminer les dossiers des ouvriers qui ont passé du mécanisme 16 au travail dans les chantiers, ainsi qu'à préparer les listes des bénéficiaires du «Contrat de dignité», qui permettra à un certain nombre de diplômés de l'enseignement supérieur de bénéficier d'un salaire respectable, soit 400 dinars au titre de participation de l'Etat et 200 dinars de l'employeur.

Il a, par la même occasion, appelé les jeunes du gouvernorat

de Kébili à se lancer dans l'initiative privée et à créer leurs propres projets, rappelant que l'Etat a mobilisé une enveloppe de 250 millions de dinars, dans son budget 2017, pour appuyer les petits projets.

Ennahdha condamne l'assassinat de l'ingénieur Mohamed Zouaoui

Le bureau exécutif du mouvement Ennahdha, réuni jeudi soir, a condamné l'assassinat de l'ingénieur Mohamed Zouaoui, le qualifiant d'acte menaçant la stabilité de la Tunisie et la sécurité de son peuple.

Ennahdha a appelé les services sécuritaires à dévoiler les circonstances de ce meurtre survenu jeudi à Sfax et à révéler l'identité de ses auteurs et ses commanditaires. Dans une déclara-

tion rendue publique vendredi, le parti exhorte le gouvernement à s'enquérir des préoccupations des citoyens de Ben Guerdane (Médénine) et à honorer les promesses faites aux habitants de la région en mars dernier, suite au sit-in observé pendant trois semaines à Choucha, sur la frontière avec la Libye.

Ennahdha a souligné le besoin de lever l'embargo imposé sur les marchandises sur la frontière tuniso-libyenne.

Le bureau exécutif du parti a en outre poursuivi l'examen des projets de restructuration des bureaux centraux (bureau des études économiques et de la relation avec la société civile).

Le projet de numérisation a été également au programme. Il s'inscrit dans le cadre d'un plan de réforme global annoncé lors du 10^e congrès du parti.

Moncef Gh./DI

Crise gambienne

Médiation mauritanienne pour trouver une issue

La Mauritanie a entrepris une médiation pour tenter de trouver une solution à la crise politique en Gambie induite par les développements post-électorales (élection présidentielle du 1^{er} décembre), ont rapporté des sources médiatiques locales.

Selon des sources proches des centres de décision en Mauritanie, le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, a dépêché en Gambie le ministre secrétaire général de la présidence, Moulay Ould Mohamed El Aghdhaf, pour tenter d'atténuer les différends politiques provoqués par le rejet du président sortant, Yahya Jammeh, des résultats de l'élection présidentielle remportée par l'opposant Adama Barrow. L'initiative mauri-

tanienne fait suite aux visites effectuées ces derniers jours en Gambie par des missions internationales dont celle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui avait rencontré le président Yahya Jammeh et les principaux acteurs politiques en Gambie pour tenter de trouver une issue à la crise gambienne, a rapporté l'agence de presse indépendante «El Akhbar».

Le porte-parole du gouvernement mauritanien avait annoncé jeudi dernier, concernant la position de son pays à l'égard des développements de la situation en Gambie, que le «gouvernement se prononcera après avoir réuni toutes les informations relatives à

cette question». «La médiation mauritanienne intervient à l'issue d'une communication entre le gouvernement américain et le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, sur les moyens de trouver une solution en Gambie», selon le site d'information «Zahrat Chankit» qui n'exclut pas une demande de Washington pour une médiation dans ce dossier complexe.

La Mauritanie, qui a une importante communauté activant dans les domaines du commerce et de l'enseignement, suit avec prudence ce qui se passe à Banjul et estime que la «première démarche à suivre est celle de soumettre le dossier à l'Union africaine», ajoutent les mêmes sources.

R. M.



Violence contre les Rohingyas

La Birmanie sous pression

■ La Malaisie a accentué, hier, sa pression sur la Birmanie concernant le sort des Rohingyas, lors d'une rencontre en urgence des pays d'Asie du Sud-Est qui craignent un nouvel exode massif de la minorité musulmane persécutée.

Ces dernières semaines, plus de 27 000 personnes ont fui une opération de l'armée birmane dans le nord-ouest du pays, lancée en réponse à l'attaque de postes frontières par des groupes d'hommes armés. Arrivés au Bangladesh, ces réfugiés ont décrit les exactions de l'armée birmane: viols collectifs, meurtres, tortures... Cette nouvelle crise a créé une rupture

inhabituelle dans le bloc formé par les 10 pays membres de l'Association des pays d'Asie du Sud-Est (Asean). La Malaisie, pays majoritairement musulman qui accueille déjà de nombreux réfugiés rohingyas, a notamment décidé d'attaquer de front le gouvernement birman emmené par Aung San Suu Kyi. Lors de la réunion hier à Rangoun, les ministres des Affaires étrangères d'Asie du Sud-Est, ont mis en garde contre les «retombées négatives sur les voisins de la Birmanie en matière de sécurité et de stabilité», a indiqué un diplomate à l'AFP.

«Nous pensons que la situation est maintenant un problème régional, que nous devons résoudre tous ensemble», a estimé Anifah Aman, le ministre malaisien des Affaires étrangères d'après la copie de son discours publié par Kuala Lumpur.

Le mois dernier, le Premier ministre malaisien avait parlé de «génocide» de la population musulmane rohingya et explicitement demandé à la lauréate



du prix Nobel de la paix d'agir.

Cette dernière est aussi sous le feu des critiques des Nations unies : son commissaire aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a qualifié vendredi la réaction du gouvernement birman «d'irréfléchie, contre-productive et insensible». Selon lui, l'approche serait même une «leçon sur la façon d'aggraver la situation». «La Birmanie doit chercher à s'attaquer aux causes du problème», a ajouté dans son discours le ministre malaisien.

Dans un communiqué publié à la fin de la rencontre, Aung San Suu Kyi a demandé «du temps pour que les efforts du gouvernement puissent porter leurs fruits»

et redit qu'il s'agissait d'un «problème complexe». Cependant aucune décision concrète n'a été prise lors de la rencontre. «Elle a les mains liées à cause des militaires mais elle doit assumer ses responsabilités en tant que chef», estime un diplomate, qui a demandé à rester anonyme. L'armée qui est à la manœuvre dans le nord-ouest du pays, reste très puissante politiquement, malgré l'arrivée d'un gouvernement civil en mars dernier. L'armée a conservé un quart des sièges du Parlement via des députés non élus, et contrôle trois ministères – Intérieur, Défense et Frontières. Tous les pays de la région craignent que

cette flambée de violences ne provoquent de nouveau un exode massif des Rohingyas qui furent déjà en masse depuis plusieurs années la Birmanie.

Il y a un an et demi, en mai 2015, une grave crise humanitaire avait secoué la région quand des milliers d'entre eux s'étaient retrouvés piégés dans le golfe du Bengale après avoir été abandonnés par leurs passeurs en pleine mer. Considérés comme des étrangers en Birmanie, pays à plus de 90% bouddhiste, les Rohingyas sont apatrides même si certains vivent dans le pays depuis des générations. Ils n'ont pas accès au marché du travail, aux écoles, aux hôpitaux et la montée du nationalisme bouddhiste ces dernières années a attisé l'hostilité à leur encontre.

Dans un rapport publié hier, Amnesty International décrit la «punition collective» – viols, meurtres, incendie de villages – infligée aux Rohingyas et estime que cela pourrait «être assimilée à des crimes contre l'humanité».

Des experts mettent aujourd'hui en garde aussi contre une possible radicalisation de cette population persécutée. Fin novembre, la police indonésienne a arrêté trois suspects liés au groupe État islamique qui planifiaient un attentat contre l'ambassade birmane à Jakarta.



Points chauds

Rassemblement

Par Fouzia Mahmoudi

L'on se souvient, au soir du second tour de la primaire de la droite et du centre, les réactions effarées et pleines de désespoir des supporters d'Alain Juppé qui n'acceptaient pas la victoire de son adversaire François Fillon. Certaines de ces réactions semblaient d'ailleurs alors si extrêmes que l'on aurait cru assister à une victoire d'un adversaire de la droite plutôt qu'à la victoire d'un candidat qu'il faudrait désormais supporter. En outre, de nombreux partisans avaient alors déclaré refuser de voter pour Fillon qu'ils jugent être trop conservateur. Malheureusement, ces réactions ne faisaient qu'accréditer ceux qui accusaient Juppé d'être un centriste à tendance socialiste plutôt qu'un véritable homme de droite et qui, de ce fait, ne devait pas remporter les élections primaires de son parti. Or, aujourd'hui, quelques semaines plus tard, de plus en plus de soutiens de Juppé ont rejoint le camp d'Emmanuel Macron, ancien ministre de l'Économie qui a quitté le gouvernement il y a quelques mois pour se concentrer sur une candidature à la présidentielle de 2017. Ainsi, Bernard Constantin, président du comité de soutien d'Alain Juppé depuis février 2015, a décidé de rallier Macron. Le président du comité de soutien d'Alain Juppé dans le Rhône et animateur du premier comité AJ vient de rejoindre l'équipe de campagne d'En marche !. «La défaite d'Alain Juppé a été une grande déception et la victoire de François Fillon, une grande inquiétude», explique Bernard Constantin. Je ne me reconnais pas dans son projet ultra-libéral, dans sa vision très conservatrice, et comme je suis un homme libre, non encarté, j'ai souhaité continuer mon engagement auprès de quelqu'un d'autre». Après Alain Juppé, cet ancien collaborateur de préfet, qui se définit comme «centriste», a donc trouvé une suite logique à son engagement auprès d'Emmanuel Macron, qui incarne pour lui «une France moderne, progressiste, humaniste». Aussi est-il allé, avec une petite trentaine de supporters d'Alain Juppé, frapper à la porte d'En marche !, convaincu d'être suivi, dans le mois qui vient, par nombre de ses homologues de Grenoble, de Saint-Étienne ou encore de Paris. Le juppéiste Constantin n'est pas le seul à avoir rejoint récemment le mouvement des marcheurs lyonnais. Plusieurs membres des Républicains ont effectué le même chemin. «Au lancement du mouvement, nous étions 800 adhérents dans le Rhône. On en est aujourd'hui à 5 200, se réjouit le référent local Bruno Bonnell. Le chiffre croît de 10% par mois !» Avec le macroniste de la première heure Gérard Collomb, il se prépare à les rassembler tous d'ici au 20 janvier, à la veille de la primaire de la gauche, pour une grande cérémonie de vœux où ils espèrent la présence de leur candidat. Reste à savoir si cela s'avèrera être une tendance plus générale, ce qui pourrait nuire sérieusement à François Fillon pour la présidentielle, et inversement s'avérer être un incroyable foyer de voix pour Macron qui n'en finit plus de rassembler autour de lui.

F. M.

Corée du Sud

A son procès, l'amie de la présidente dément tout

La confidente de l'ombre au centre d'un scandale de corruption qui a débouché sur la plus grave crise politique depuis une génération en Corée du Sud, a démenti hier les accusations portées contre elle à l'ouverture de son procès pour fraude. Il s'agissait de la première apparition publique depuis octobre, baptisée par la presse «Raspoutine au féminin», à cause de son emprise sur la présidente Park Geun-Hye, désormais destituée. Lors d'une brève audience devant la Cour du district central de Séoul, son avocat a démenti les accusations du parquet selon lesquelles M^{me} Choi avait conspiré avec M^{me} Park et l'ancien collaborateur de la présidente Ahn Jong-Beom pour extorquer des «dons» à des conglomérats comme Samsung. «Un élément essentiel aujourd'hui c'était les relations de collusion. Nous avons souligné qu'il n'y a eu aucune collusion entre la prévenue, M. Ahn ou la présidente», a expliqué son avocat Lee Kyung-Jae à la presse après l'audience. Le visage caché par un masque chirurgical et des lunettes à monture noire, M^{me} Choi avait été conduite dans un bus spécial de sa cellule où elle est détenue depuis plusieurs semaines jusqu'à la Cour. Sur les images diffusées par la télévision, elle est apparue menottes aux poignets, vêtue de l'uniforme bleu gris des détenus, un numéro sur la poitrine. Quelques

minutes plus tard, M^{me} Choi, 60 ans, qui n'avait plus ni masque ni menottes, est entrée dans la salle d'audience et s'est assise la tête basse auprès de son avocat. M^{me} Choi, qui se trouvait en Allemagne lorsque le scandale a éclaté, a expliqué qu'au moment de revenir en Corée du Sud, elle était «prête à être punie». «Mais aujourd'hui, je crois que je dois m'expliquer», a-t-elle dit à la Cour. Comme le juge lui demandait si cela signifiait qu'elle démentait tous les chefs d'accusations pesant sur ses épaules, elle a répondu : «Oui». Elle est poursuivie pour extorsion et abus de pouvoir, en relation avec les coquettes sommes versées par des conglomérats sud-coréens à deux fondations sous son contrôle, et dont elle est accusée de s'être servie comme tiroir-caisse personnel. L'amie de 40 ans de M^{me} Park se serait servi de son influence sur la présidente pour extorquer des millions de dollars aux groupes industriels en question. M^{me} Park est elle accusée de complicité, ce qui lui a valu d'être destituée le 9 décembre par l'Assemblée nationale. La motion de destitution doit encore être validée par la Cour constitutionnelle, qui dispose pour trancher d'un délai de 180 jours. Lors de sa dernière apparition publique pour répondre à une convocation du parquet, M^{me} Choi avait perdu une chaussure Prada dans la mêlée médiatique et celle-ci

avait été photographiée à l'envi. Elle n'était pas obligée de se présenter devant la Cour hier pour cette audience procédurale. Mais son avocat a dit qu'elle s'était portée volontaire. «Elle a exprimé sa volonté de participer avec sincérité à ce procès», a déclaré M. Lee, cité par l'agence Yonhap. M^{me} Choi avait été critiquée pour son refus d'être entendue par une commission d'enquête parlementaire sur le scandale. M^{me} Park est également accusée d'avoir ordonné à ses collaborateurs de transmettre des documents officiels à son amie, qui n'avait ni fonction officielle ni les autorisations de sécurité nécessaires.

M^{me} Choi est suspectée de s'être mêlée des affaires de l'État, jusqu'à avoir eu son mot à dire sur les nominations au sommet du pouvoir.

Le défunt père de la confidente était un chef religieux mystérieux : Choi Tae-Min a été marié six fois, portait des pseudonymes multiples et avait créé un mouvement aux allures de secte appelé «église de la vie éternelle».

Choi Tae-Min avait noué des relations d'amitié avec la présidente en 1974, alors qu'elle était traumatisée par l'assassinat de sa mère, qui disait-il, lui était apparue en rêve. Il avait ensuite joué un rôle de mentor auprès de la future présidente et sa fille était également devenue son amie.



Journées cinématographiques de Hassi Messaoud

Dix films arabes, présélectionnés aux oscars 2017, au programme

■ Les activités cinématographiques se multiplient ces derniers jours dans les différentes villes du pays. Après l'ouverture du Festival national du film amazigh à Tizi Ouzou, ce sont les cinéphiles de Hassi Messaoud qui assistent depuis dimanche à des projections filmiques récentes dans le cadre des journées cinématographiques de cette ville du Sud algérien. Dix films arabes, présélectionnés aux oscars 2017 dans la catégorie «Meilleur film étranger», seront projetés lors de cet évènement.

Par Abla Selles

Le coup d'envoi des premières Journées cinématographiques de la ville de Hassi-Messaoud a été donné dimanche à Hassi-Messaoud (100 km au sud de Ouargla), par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. Le ministre a présenté cette manifestation culturelle comme une opportunité de mettre en exergue la progression du cinéma arabe, à travers la présentation d'une série de films qui se

sont imposés par leur qualité et ont été présélectionnés aux oscars. Ces journées constituent également, a-t-il ajouté, un cadre de rencontre d'artistes algériens avec leurs pairs de pays arabes, susceptible de leur ouvrir la voie à des coproductions cinématographiques de bonne facture. La cérémonie inaugurale de ces journées cinématographiques, tenue à la base du 5-Juillet 1962 de l'Entreprise nationale des Grands travaux pétroliers (EN-GTP), a été l'occasion, par ailleurs, d'honorer l'acteur algérien Abdelkrim



Kaàrar. Dix films arabes, présélectionnés aux oscars 2017 dans la catégorie «Meilleur film étranger», seront projetés durant ces journées cinématographiques, organisées en collaboration avec des entreprises économiques et les collectiv-

tés locales. Parmi ces œuvres cinématographiques, figure le film algérien «Le Puits» de Lotfi Bouchouchi, «3 000 nuits» de la Palestinienne May Masri, «Kethir Kabir» du Libanais Merjane Bouchaya, «Barka Toukabilou Barka» du Saoudien Mahmoud Sebbagh, ainsi que «Ichtibak» de l'Egyptien Mohamed Diab, selon les organisateurs. Les films algériens «Zabana» de Said Ould Khelifa, «Loffi» d'Ahmed Rachedi, «Hors la loi» de Rachid Bouchareb, «L'envers du miroir» de Nadia Laâbidi, «Harraga Blues» de Moussa Haddad et «Patrouille à l'Est» de Amar Laskri, sont d'autres films à être projetés lors de ces journées. Des rencontres-débats avec les réalisateurs sont prévues à l'issue des projections, outre trois ateliers de formation sur la critique cinématographique (destiné aux journalistes et cinéphiles), ainsi que sur l'image et l'infographie (pour les réalisateurs amateurs). Dans le cadre de cette manifestation culturelle, initiée par l'association «Lumières», avec le concours d'entreprises et des autorités locales, le Centre national du cinéma audiovisuel (Cnca) projetera des films à Touggourt et Ouargla.

A. S.

Le Festival du film amazigh à Tizi Ouzou

L'évènement est révélateur de nouveaux talents

Le Festival culturel annuel du film amazigh est un évènement révélateur de nouveaux talents que le ministère de la Culture soutient et encourage, a indiqué à Tizi-Ouzou le secrétaire général de ce département. Smail Oulebsir, qui a animé samedi une conférence de presse, en marge de la cérémonie d'ouverture de la 15^e édition de ce Festival, a observé que ce rendez-vous du septième art d'expression amazighe est une «occasion pour la découverte de nouveaux talents, d'où l'intérêt que lui porte le ministère de la Culture qui l'encourage et œuvre à son redéveloppement». «Ce festival est aussi important pour nous parce qu'il développe une dimension très pertinente du cinéma qui est la dimension mémorielle», a-t-il poursuivi. Abordant la question de la relance et du développement du cinéma algérien dont celui d'expression amazighe est l'une des composantes, ce même responsable a expliqué que cette perspective «passe par la mise en place d'un cadre incitatif notamment aux plans fiscal et parafiscal, qui permettra d'attirer les investisseurs privés sur qui nous comptons pour apporter leurs contribution et créer une dynamique de l'industrie culturelle du cinéma». Il a

observé que la nouvelle politique du secteur et qui concerne l'ensemble des segments de la culture, est orientée vers un redéploiement des moyens financiers du ministère. L'ouverture de la culture à l'investissement privé «entre dans le cadre de la révision du financement de ce secteur qui ne doit plus se faire uniquement par le public», a-t-il souligné. Cette démarche a déjà suscité l'intéressement de cinq opérateurs porteurs de grands projets dans le secteur du cinéma, dont des studios de tournage et des villes de cinéma, a-t-il fait savoir. La relance du septième art algérien passe également par la mise en place d'un parc de salles de cinéma qui assureront la diffusion et la promotion des films. «Pour qu'un film soit économiquement et commercialement viable, il faut qu'il tourne dans au moins quelques centaines de salles», a affirmé M. Oulebsir qui a rappelé que le ministère de la Culture a lancé un projet de récupération et de réhabilitation de salles de cinéma à travers le territoire national. Abordant la question des festivals dont certains n'ont pas été organisés cette année à l'instar de celui de la danse arabo-africain, le conférencier a rappelé que le département qu'il représente a lancé la

révision du mode de financement des festivals. «Le festival de danse arabo-africain de Tizi-Ouzou fait l'objet d'un réajustement. Il sera organisé en alternance avec celui de Sidi Bel-Abbès qui a pratiquement la même vocation que celle de danse folklorique», a-t-il insisté. Cette politique de redéploiement permettra de réutiliser l'argent ainsi récupéré dans la formation notamment, un volet auquel le ministère de la Culture accorde une attention particulière en initiant une révision de la cartographie de la formation pour «l'orienter vers une amélioration qualitative des programmes d'enseignement artistique», a ajouté M. Oulebsir.

F. H.

AGENDA CULTUREL

Galerie d'art Aïcha-Haddad (84, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 30 décembre :

Exposition de l'artiste peintre Mohamed el Kamel Zoughailech.

Galerie Seen Art (156 Lotissement El-Bina, Dély Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 7 janvier 2017 :

Exposition «Alger, je te vois» de l'artiste Rachid Djemaï.

Galerie des Ateliers Bouffée d'art (résidence Sahraoui, Ben Aknoun, Alger)

Jusqu'au 7 janvier 2017 :

Exposition collective d'arts plastiques par les artistes Valentina Ghanem, Djazia Cherrih, Naïma Doudji, Djahida Houadef, Guita, Adane, Chegrane, Bourdine, Zerarti, Hioun, Belbahar, Zoulid, Dahel, Youcef Hafid et Djefal.

Galerie d'art Dar El-Kenz (Lot Bouchaoui 2, Numéro 325, Chéraga, Alger)

Jusqu'au 5 janvier 2017 :

Exposition «Symphonie picturale» de l'artiste Souhila Bel Bahar.

Institut français d'Algérie

19 janvier :

Joyce Jonathan, la dernière sensation de la musique française, sera en représentation en Algérie

تحت الرعاية السامية لفضامة رئيس الجمهورية السيد عبد العزيز بوتفليقة
بإشراف محالي وزير الثقافة و السيد والي ولاية تيزي وزو
مديرية الثقافة
محافظة المهرجان

المهرجان الثقافي الوطني للفيلم الأمازيغي

TAZIRIT TISS
15^{ème}
Edition

TAFASKA
TADELSANT TAFELNAWT
N USARU AMAZIT

Festival Culturel National
du Film Amazigh

Cinéma amazigh: expression des valeurs mémorielles nationales

TIZI-OUZOU DU 17 AU 22 DÉCEMBRE 2016

Logos: Anep, BBA, FCNA, ENCA, El Watan, L'Expression, Horizons, RACINAUTO.

Coup-franc direct

L'arnaque d'outre-mer

Par Mahfoud M.

Le mercato s'ouvrant ces jours-ci, de nombreux managers se manifestent pour proposer des joueurs bi-nationaux. Même s'il est difficile de s'arrêter sur le niveau et connaître réellement leurs aptitudes, il faut savoir néanmoins qu'il est presque logique de s'interroger sur leurs capacités à donner ce plus attendu d'eux. La plupart de ces joueurs viennent des divisions CFA, l'équivalent de la quatrième division, voire la cinquième ici en Algérie. Comment attendre, de ce fait, à ce que ces éléments puissent apporter quoi que ce soit au football national. Il est clair qu'il est utopique, à quelques exceptions près, de croire qu'ils pourront vraiment donner ce dont on attend d'eux, d'autant plus qu'ils n'ont pas joué à un haut niveau en France. En fait, ce qui les attire, ici en Algérie, c'est l'argent et rien que cela. Ils savent qu'ils ne pourront pas gagner ces sommes mirobolantes en Hexagone où il faut vraiment mériter ce salaire, car le niveau est assez élevé en plus du fait que tout est réglementé là-bas contrairement à ce qui se fait ici où l'anarchie règne en maître. Il faudra, donc, trouver un juste milieu et ne recruter que les joueurs qui peuvent vraiment apporter ce plus.

M. M.

O. Lyon

Ghezzal s'illustre face à Monaco

L'ATTAQUANT international algérien, Rachid Ghezzal, s'est illustré dimanche soir grâce à un but et une passe décisive lors de la précieuse victoire de son équipe l'O. Lyon sur le terrain de Monaco (3-1), dans le cadre de la 18^e et dernière journée de la phase aller de la Ligue 1 française de football. Ghezzal, qui n'a pas été ménagé par les blessures cette saison, a inscrit son deuxième but pour autant d'offrandes. Sa formation, qui a soufflé le chaud et le froid lors de

cette première partie de l'exercice, a terminé l'aller à la 4^e place au classement avec 31 points, devancée de 12 unités par le champion d'automne, l'OGC Nice. L'attaquant algérien de 24 ans, dont les négociations avec son club pour prolonger son contrat n'ont toujours pas abouti, devrait disputer sa première Coupe d'Afrique des nations avec l'équipe algérienne à l'occasion de l'édition de 2017 qui aura lieu au Gabon du 14 janvier au 5 février.

FC Porto

Nuno Esperito souhaite encore garder Brahimi

LE FC Porto (Div. 1 portugaise de football) compte adresser une demande à la Fédération algérienne de football (FAF) pour garder le milieu international algérien Yacine Brahimi jusqu'au 8 janvier, soit à quatre jours du départ des Verts au Gabon pour prendre part à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017, rapporte dimanche la presse locale. L'entraîneur de Porto, l'Espagnol Nuno Esperito, veut bénéficier des services de Brahimi en vue du match contre Paços de Ferreira comptant pour la 16^e journée du championnat. La FAF pourrait ne pas accepter cette demande, d'autant que les

Verts livreront deux matchs amicaux les 7 et 10 janvier à Blida en vue de la CAN-2017. Après un début de saison difficile, Brahimi est en train d'enchaîner les matchs avec le FC Porto avec à la clé trois buts marqués dont un en Ligue des champions face à Leicester City (5-0). Les Verts seront en regroupement à partir du 2 janvier prochain au Centre technique national de Sidi Moussa en prévision de la CAN-2017 qui verra l'Algérie évoluer dans le groupe B en compagnie de la Tunisie, du Sénégal et du Zimbabwe.

ES Sétif

Hammar attend toujours Madoui

LA DIRECTION de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne de football) est dans l'attente de la réponse de l'entraîneur Kheireddine Madoui, contacté pour succéder à Abdelkader Amrani, démissionnaire, a-t-on appris auprès du club des hauts-plateaux. «Nous sommes toujours dans l'attente de la réponse de Madoui qui est retenu par des affaires personnelles après son départ d'Al-Wehda en Arabie Saoudite. En principe, d'ici à mercredi on verra plus clair», a indiqué à la président du conseil d'administration de l'Entente, Azzedine Arab. Abdelkader Amrani, en poste depuis l'intersaison, a démissionné après la défaite concédée au stade Omar-

Hamadi face à l'USM Alger (3-1) dans le cadre de la 14^e journée du championnat. En parallèle, la formation d'Al-Wehda s'est séparée à l'amiable avec Kheireddine Madoui, suite à la défaite concédée face au leader Al-Hilal (6-0) en match de la 12^e journée du championnat. L'ancien international algérien avait quitté l'Entente en novembre 2015 pour s'engager avec Al-Wehda. En attendant l'arrivée éventuelle de Madoui, le club a confié l'intérim à l'enfant de l'Entente, Malik Zorgane, qui a dirigé l'équipe jeudi dernier face au DRB Staouéli (5-0) dans le cadre des 16^e de finale de la Coupe d'Algérie.

Equipe nationale Les convocations de Benlamri et Belkhiter ne font pas l'unanimité

■ Le sélectionneur national, le Belge Georges Leekens, a surpris plus d'un en faisant appel au défenseur d'El Chabbab Saoudi, Djamel Benlamri, et l'attaquant du Club Africain de Tunisie, Belkhiter, alors qu'ils ne sont pas les meilleurs dans leurs postes.

Par Mahfoud M.

En effet, ces deux éléments ne jouent pas dans des championnats d'un niveau relevé et il serait difficile de croire qu'ils peuvent apporter un plus aux Verts. S'ils étaient vraiment bons, ils auraient atterri ailleurs et joué pour un championnat plus huppé. Beaucoup se demandent pourquoi Leekens a fait, par exemple, appel à Benlamri alors qu'il aurait pu convoquer Bensebaïni qui joue à Rennes est mieux préparé pour la CAN. Mais tout le monde sait que le président Raouraoua n'est pas prêt à pardonner à ce joueur qui avait fait l'impasse sur les JO de Rio même s'il ne pouvait en réalité rien faire. Pour Belkhiter, même s'il brille avec le Club Africain, il ne peut être mieux que Belfodil qui s'illustre dans un championnat beaucoup plus huppé et mieux disputé, à savoir le championnat belge, ainsi que le buteur d'Essad au Qatar,

Benlamri pourrait-il apporter ce plus ?



Ph. > D. R.

Bounedjah qui reste plus régulier et a marqué de nombreux buts décisifs pour son équipe. En tout cas, le coach national devra répondre de ces convocations hasardeuses, surtout que la sélection a besoin de joueurs capables de se donner à fond lors de cette compétition africaine. Pour le stage des locaux, il se déroule dans de bonnes conditions jusqu'à présent avec la pré-

sence de la majorité des joueurs convoqués. Leekens tentera de se faire une idée sur leur valeur, avant de prendre une décision sur ceux qu'il devra garder pour le CHAN mais aussi qui pourraient participer à la CAN, même si leurs chances de figurer avec ce groupe de professionnels restent minimes.

M. M.

Belgique

Hanni signe un doublé, 11^e but pour Saadi

LES ATTAQUANTS algériens, Idriss Saadi et Sofiane Hanni, tous les deux retenus sur la liste élargie de la sélection algérienne de football en vue de la Coupe d'Afrique de 2017, ont conforté leur total de buts dans le championnat de Belgique à l'occasion de la 19^e journée, dimanche soir. Saadi, qui devrait honorer le 2 janvier prochain sa première convocation en équipe nationale, a inscrit le seul but de son équipe Courtrai sévèrement battue sur le terrain de Club Bruges (5-1). L'attaquant

de 25 ans porte à 11 son capital-buts en championnat pour se positionner à la deuxième place au classement des meilleurs buteurs que domine Todorcszic (Anderlecht) avec 13 réalisations. Pour sa part, Hanni (Anderlecht), meilleur buteur du championnat belge la saison passée (17 buts) a retrouvé le chemin des filets à l'occasion de la réception d'Eupen (victoire 4-0). Muet depuis le 27 novembre dernier, l'ancien nantais s'est illustré par un doublé. Il porte à six son total de buts.

ANNIVERSAIRE

Il y a quelques années, Maman et Papa étaient les plus heureux des parents. Ils venaient d'avoir deux magnifiques bébés Adem et Mohamed El Hadi Kailali et peut-être même que c'était les plus beaux des bébés du monde. Enfin c'est ce qu'ils disaient. Ces bébés ont grandi, et c'est vrai qu'il sont devenus de très beaux enfants que l'on aime beaucoup, et qui ne font jamais de bêtises. Enfin presque jamais... quatre ans de plus, ça se fête... Nous souhaitons que cette année de plus vous apporte de belles perspectives et de jolies surprises. Joyeux anniversaire et profitez bien de vos 4 printemps.

Gros bisous
Maman et papa qui vous adorent et à d'autres bougies
Incha'Allah

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Les recherches se poursuivent

Un pêcheur noyé au large du port d'Oran

DES RECHERCHES se poursuivaient hier pour retrouver un pêcheur, porté disparu depuis samedi après que son embarcation ait chaviré et coulé à trois miles du port d'Oran, a-t-on appris du chef de l'unité marine de la Protection civile du port d'Oran, le lieutenant Benatia. Selon un pêcheur témoin de la noyade et qui avait donné l'alerte, le disparu est sorti en mer samedi dernier pour s'adonner à son loisir préféré. Son embarcation, longue de 5m60, aurait chaviré et coulé à cause du mauvais temps, tirant la victime avec elle vers le fond. Depuis le signalement de cette disparition, six plongeurs de la Protection civile ratissent la zone en surface et en profondeur pour retrouver le corps du noyé, précise-t-on de même source. Les mauvaises conditions météorologiques qui persisteront jusqu'à la fin de la journée de mercredi, rendent quasiment impossibles les plongées profondes à l'endroit où l'embarcation a coulé (entre 70 et 90 m), souligne le lieutenant Benatia, ajoutant qu'une «importante» opération mobilisant douze plongeurs est prévue pour jeudi. «Si le corps est toujours bloqué à l'intérieur de l'embarcation, il va falloir attendre jeudi pour pouvoir le dégager, sinon le travail de recherche en surface et en petite profondeur se poursuivra», a assuré le même officier. Des adeptes de la plongée sous-marine de la société civile devront également prendre part à l'opération de jeudi. Parmi eux, figurent des plongeurs plus expérimentés de l'association écologique marine «Barbarousse». Le pêcheur, un septuagénaire, est professeur à l'université d'Oran. Son embarcation en polyester n'a pas pu résister aux vagues. Elle a chaviré à 3 miles (5 km 600) du port d'Oran, indique-t-on.

M. L.

Aïn Defla

Deux morts et deux blessés dans un accident de la circulation

DEUX personnes sont décédées et deux autres ont été blessées, hier à Aïn Defla, dans un accident de la route survenu sur le tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit au lieu-dit «Sidi Abed» relevant de la commune de Aïn Soltane, sur la voie menant vers Oran, lorsqu'un véhicule touristique a percuté par derrière un camion

semi-remorque, causant le décès de deux personnes (62 et 65 ans) et des blessures graves à deux autres âgées respectivement de 35 et 5 ans, a-t-on précisé. Les dépouilles des victimes ont été transférées vers la morgue de l'hôpital de Khémis Miliana au moment où les personnes blessées ont été évacuées au service des urgences de la même structure hospitalière.

Ali T.

Attaque en Jordanie

Quatre terroristes tués, saisie d'explosifs et d'armes

QUATRE terroristes ont été tués et une quantité d'explosifs et d'armes a été saisie au lendemain des attaques perpétrées près d'un site touristique du sud du pays faisant dix morts, ont annoncé hier les autorités jordaniennes. La Sûreté générale a affirmé dans un communiqué qu'une «grande quantité d'explosifs, des ceintures explosives et des armes automatiques (avaient) été saisies dans une maison où quatre assaillants avaient préparé leur opération». Ces derniers ont tué dimanche sept policiers, deux civils jordaniens et une touriste canadienne

à Karak, avant d'être abattus par les forces de sécurité, selon la même source. Ces attaques, au cours desquelles 34 policiers et civils, dont un Canadien, ont été blessés d'après la Sûreté générale, n'ont pas été revendiquées. Selon une source de sécurité, ces quatre assaillants étaient des «Jordaniens membres d'une cellule terroriste» et «sont soupçonnés d'être liés à Daech (le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique El)». Karak est réputée pour son château croisée du XII^e siècle, l'un des plus grands de la région, à 120 km au sud d'Amman. L. O.



Louvis

Djalou@hotmail.com

15^e Festival du film amazigh

Réouverture de la salle de cinéma de Ain-El-Hammam

Les amoureux du 7^e art de la région de Ain El Hammam (60 km au sud-est de Tiziouzou) renoueront avec les activités cinématographiques à la faveur de la réouverture de leur salle de cinéma.

Par Hamid M.

La salle de cinéma de l'ex-Michelet a été fermée au milieu des années 90 avant de servir comme maison de jeunes de la localité. Ce n'est qu'après transfert de propriété de cette salle par l'Assemblée populaire communale (APC) au profit de la direction de wilaya de la culture que l'opération de sa

réhabilitation a été lancée pour un montant de 99 millions de dinars. Cette nouvelle salle, d'une capacité de 400 places, a été ouverte hier, à l'occasion de la visite du wali dans la daïra de Ain El-Hammam, mais aussi dans le cadre de la quinzième édition du Festival du film amazigh. A sa réouverture, les cinéphiles de la région ont eu droit à

la projection du film documentaire «Si Moh Oumhand», ce personnage dont le nom est attaché à la région de Ain-El-Hammam. Cette salle de cinéma peut également abriter des manifestations théâtrales, des galas artistiques puisqu'elle dispose d'espaces adéquats tels que des loges et des coulisses.

H. M.

Célébration de la Journée arabe de la police à Béjaïa

77 policiers promus

PAS MOINS de 77 policiers de la wilaya de Béjaïa ont été promus à différents grades lors d'une cérémonie organisée à la maison de la culture, avant-hier, à l'occasion de la Journée de la police arabe placée sous le signe «Règles et comportement du policier». Ainsi, un commissaire a été élevé au grade de divisionnaire, un lieutenant au grade de commissaire, 4 inspecteurs au grade d'inspecteurs principaux et un brigadier s'est vu attribuer le grade de brigadier en chef, alors que 68 agents de police se sont vu accrocher aux épaules des galons de brigadier et deux autres agents ont été promus. Lors de la cérémonie, des prix ont été décernés aux nombreux lauréats des tournois sportifs (circuit-auto pour enfants, cross, etc.) organisés à l'occasion de cet événement et des retraités ont été honorés par les responsables de la police qui leur ont remis des cadeaux en reconnaissance de leurs bons et loyaux services dans la police. Il faut noter que le bilan de la brigade de lutte contre les stup,

présenté à l'occasion, fait état de l'arrestation de 223 personnes impliquées dans différents affaires de trafic de drogue, dont 150 ont été placées en détention provisoire, 9 sous contrôle judiciaire, 51 ont bénéficié d'une citation directe en audience et 13 ont été mises en liberté provisoire. De ces affaires, il a été saisi

54,457 kg de kif traité et 4 898 comprimés psychotropes, dont 83 comprimés d'Ecstasy et 1,49 g de drogue dure, à savoir de la cocaïne. La brigade des frontières a traité, quant à elle, 110 affaires depuis le début de l'année en cours.

H. Cherfa

Tizi Ouzou/Saisie d'un kilogramme de kif traité

Des dealers arrêtés, dont un mineur

DANS le cadre de la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, les éléments de la sûreté de daïra de Ouaguenoun (20 km à l'est de Tizi Ouzou) ont saisi, au courant de la semaine écoulée, un kilogramme de kif traité sur deux individus dont un mineur, a indiqué, hier, la cellule de communication du même corps de sécurité dans un communiqué. L'affaire été élucidée, selon la même source, «suite à un travail de recherche sur le terrain ayant permis aux policiers d'interpeller les 2 individus, âgés de 27 et 18 ans, à Ouaguenoun,

et deux autres, dont un mineur, âgés de 35 et 17 ans, à Draâ El-Mizan, et récupéré un kilogramme de kif traité ainsi que des armes blanches». Présentés jeudi dernier au parquet de Tizirt, territorialement compétent, trois d'entre eux ont été placés en détention préventive tandis que le mineur a été cité à comparaître. Les mis en cause sont poursuivis pour «détention de stupéfiants destinés à la commercialisation, armes blanches, et récidive de commercialisation de stupéfiants».

Hamid M.